

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 573.1

Insérer, après l'article 573 du projet de loi, le suivant :

« **573.1.** Le commissaire peut traiter une plainte conformément aux dispositions de l'article 597 plutôt que conformément à celles du présent titre, à l'exception des plaintes suivantes :

1° la plainte formulée par un usager ou son représentant à l'égard des services de santé ou des services sociaux qu'il a reçus, aurait dû recevoir, reçoit ou requiert;

2° la plainte formulée par une personne ou son représentant à l'égard des services du domaine de la santé et des services sociaux qu'il a reçus, aurait dû recevoir, reçoit ou requiert.

Lorsque le commissaire décide de traiter une plainte conformément aux dispositions de l'article 597, il doit aviser l'auteur de la plainte de la date de sa réception et de la nature du traitement qui lui sera accordée. ».

Commentaires

Cet amendement clarifie quelles plaintes doivent être traitées conformément au régime de plainte et lesquelles peuvent être traitées par le commissaire conformément aux dispositions portant sur une intervention de sa propre initiative.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 574

Supprimer le paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 574 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement vise à retirer le rejet par le commissaire des plaintes formulées pour un tiers notamment par un membre du personnel de Santé Québec.

Texte modifié de l'article 574 du projet de loi

574. Le commissaire rejette, sur examen sommaire, toute plainte qu'il juge frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi.

Le commissaire rejette également les plaintes suivantes :

1° la plainte qui implique un contrôle ou une appréciation de la qualité des actes médicaux, dentaires ou pharmaceutiques ou des services d'une sage-femme posés ailleurs qu'au sein d'un établissement ou qui concerne autrement l'exercice par un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme de sa profession ailleurs qu'au sein d'un établissement;

2° la plainte qui concerne un centre médical spécialisé auquel Santé Québec ne verse pas de sommes d'argent, à moins qu'elle ne concerne un manquement à la présente loi;

~~3° la plainte qui est formulée pour un tiers par un membre du personnel de Santé Québec, du titulaire d'une autorisation ou du prestataire qu'elle concerne ou par un professionnel qui exerce ses activités au sein de Santé Québec ou pour le titulaire de l'autorisation ou le prestataire, sauf si le membre du personnel ou le professionnel agit comme représentant d'un conjoint ou d'un proche parent, comme héritier ou comme liquidateur de la succession d'un tiers décédé.~~

Le commissaire informe l'auteur de la plainte de son rejet.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 575.1

Insérer, après l'article 575 du projet de loi, le suivant :

« **575.1.** Lorsqu'une plainte est formulée par un membre du personnel de Santé Québec ou par une autre personne qui exerce ses activités au sein d'un établissement public et qu'elle concerne un acte accompli ou omis à l'égard d'un usager par un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme qui exerce ses activités dans un tel établissement, le commissaire la transfère dans les plus brefs délais au président-directeur général ou à un autre responsable disciplinaire qu'il désigne.

Le commissaire avise l'auteur de la plainte de ce transfert, de la date à laquelle il a eu lieu et met fin à son examen. ».

Commentaires

Par concordance avec la suppression du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 574 du projet de loi, cet amendement propose l'ajout d'un nouvel article qui prévoit que certaines des plaintes qui deviennent recevables du fait de cette suppression, doivent être traitées par le président-directeur général ou un autre responsable disciplinaire qu'il désigne, comme le directeur médicale ou un chef de département clinique.

Cet amendement vise à clarifier le processus du traitement des plaintes « internes » afin qu'il soit clair que, contrairement à ce que prévoit la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ces plaintes ne relèvent pas du médecins examinateur.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 576

Insérer, dans le premier alinéa de l'article 576 du projet de loi et après « une plainte », « , autre que celle visée à l'article 575.1, ».

Commentaires

Cet amendement modifie l'article 576 du projet de loi par concordance avec l'introduction de l'article 575.1, qui prévoit le transfert de certaines plaintes au président-directeur général d'un établissement ou à un autre responsable disciplinaire qu'il désigne.

Texte modifié de l'article 576 du projet de loi

576. Lorsque l'examen d'une plainte, autre que celle visée à l'article 575.1, implique un contrôle ou une appréciation de la qualité des actes médicaux, dentaires ou pharmaceutiques ou des services d'une sage-femme posés au sein d'un établissement ou concerne autrement l'exercice par un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme de sa profession au sein de cet établissement, le commissaire la transfère dans les plus brefs délais au médecin examinateur ayant compétence pour l'examiner.

Le commissaire avise l'auteur de la plainte de ce transfert et de la date à laquelle il a eu lieu.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 577

Insérer, dans le premier alinéa de l'article 577 du projet de loi et après « ne transfère pas », « à un responsable disciplinaire en vertu de l'article 575.1 ou ».

Commentaires

Cet amendement modifie l'article 577 du projet de loi par concordance avec l'introduction de l'article 575.1, qui prévoit le transfert de certaines plaintes au président-directeur général d'un établissement ou à un autre responsable disciplinaire qu'il désigne.

Texte modifié de l'article 577 du projet de loi

577. Le commissaire doit procéder à l'examen de toute plainte qu'il ne transfère pas **à un responsable disciplinaire en vertu de l'article 575.1 ou** au médecin examinateur en vertu de l'article 576.

Il doit, avant de tirer toute conclusion de cet examen, permettre à l'auteur de la plainte de présenter ses observations. Il fait de même à l'égard de la personne disposant de l'autorité permettant de présenter des observations pour l'établissement public, le titulaire d'une autorisation ou le prestataire concerné par la plainte.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 578

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 578 du projet de loi, « président-directeur général de l'établissement pour lequel il a été nommé » par « commissaire national aux plaintes et à la qualité des services ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que c'est le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services qui autorise la consultation d'une personne dont l'expertise est nécessaire.

Article 578 du projet de loi tel que modifié

578. Lorsqu'il procède à l'examen d'une plainte, le commissaire peut exiger de toute personne qu'elle lui fournisse tout renseignement et tout document qu'il estime nécessaire à cet examen, y compris l'accès et la communication de renseignements contenus dans le dossier d'un usager. À cette occasion, le commissaire peut consulter toute personne dont il juge l'expertise nécessaire, y compris, avec l'autorisation du ~~président-directeur général de l'établissement pour lequel il a été nommé~~ **commissaire national aux plaintes et à la qualité des services**, un expert externe.

Toute personne doit également, sauf excuse valable, assister à une rencontre que le commissaire convoque.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 587

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 587 du projet de loi, « au président-directeur général ou au directeur médical » par « aux responsables disciplinaires ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 587 du projet de loi une modification visant à en assurer la concordance avec l'article 218, et ce, afin que tout responsable disciplinaire concerné puisse être informé d'une plainte visée à l'article 587.

Article 587 du projet de loi tel que modifié

587. Si, à l'occasion de l'examen d'une plainte, le médecin examinateur est d'avis que les faits justifiant la plainte peuvent constituer des motifs permettant de fonder une mesure disciplinaire, il met fin à son examen et transmet la plainte, pour étude à des fins disciplinaires, **aux responsables disciplinaires** ~~au président-directeur général ou au directeur médical~~ de l'établissement public concerné ou, selon le cas, à l'instance ou à la personne disposant de l'autorité permettant de prendre des mesures disciplinaires au sein de l'établissement privé. Il en avise le commissaire et l'auteur de la plainte.

Lors de cette étude, il doit être permis à l'auteur de la plainte de présenter ses observations. De plus, le médecin examinateur est informé régulièrement du progrès de cette étude ou, au moins, de ses principales étapes. Il doit en informer périodiquement l'auteur de la plainte et, tant que l'étude n'est pas terminée, il doit, tous les 60 jours à compter de la date où l'auteur de la plainte a été informé de la réorientation de sa plainte, en informer celui-ci et lui faire rapport du progrès de son étude.

Le médecin examinateur doit informer l'auteur de la plainte de la conclusion de son étude à des fins disciplinaires et, le cas échéant, des mesures disciplinaires prises par l'établissement ou du fait que l'ordre professionnel concerné a été avisé de la situation.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 604

Supprimer le troisième alinéa de l'article 604 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement vise à supprimer l'obligation imposée au conseil d'administration de voir à ce que les espaces de travail des commissaires soient situés ailleurs que dans les installations des établissements.

Article 604 du projet de loi tel que modifié

604. Le conseil d'administration de Santé Québec doit prendre les mesures nécessaires pour préserver en tout temps l'indépendance des commissaires et des membres du personnel qui agissent sous leur autorité.

À cette fin, le conseil d'administration doit notamment s'assurer que les commissaires exercent exclusivement les fonctions prévues à la présente partie et que les membres du personnel qui agissent sous leur autorité n'exercent aucune autre fonction au sein de Santé Québec ou d'un établissement regroupé ou pour un titulaire d'une autorisation ou un prestataire.

~~Le conseil d'administration doit de même voir à ce que chaque commissaire dispose d'un espace de travail situé ailleurs que dans une installation où un établissement exerce ses activités.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 607

Remplacer, dans l'article 607 du projet de loi, « concerné » par « et tout médecin examinateur concernés ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que le commissaire national consulte également tout médecin examinateur concerné par une mesure susceptible d'améliorer le traitement des plaintes.

Article 607 du projet de loi tel que modifié

607. Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services consulte tout commissaire aux plaintes et à la qualité des services **concerné et tout médecin examinateur concernés** par une mesure susceptible d'améliorer le traitement des plaintes.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 626

Insérer, à la fin du deuxième alinéa de l'article 626 du projet de loi, la phrase suivante :
« De même, aucun renseignement permettant de savoir qu'une plainte a été formulée ne peut être versé au dossier de l'utilisateur concerné. ».

Commentaires

Le présent amendement vise à interdire le versement au dossier d'un usager de renseignements permettant de savoir qu'une plainte le concernant a été formulée.

Article 626 du projet de loi tel que modifié

626. Le contenu d'un dossier de plainte est déterminé par règlement de Santé Québec.

Malgré toute disposition contraire de la présente loi, aucun document contenu à un dossier de plainte ne peut être versé au dossier d'un membre du personnel ou d'un médecin, d'un dentiste ou d'une sage-femme exerçant sa profession au sein d'un établissement. **De même, aucun renseignement permettant de savoir qu'une plainte a été formulée ne peut être versé au dossier de l'utilisateur concerné.**

Toutefois, les conclusions motivées et, le cas échéant, les recommandations formulées par un médecin examinateur en application de l'article 589 ou la conclusion tirée par un comité de révision en application de l'article 594 doivent être versées au dossier du professionnel visé par la plainte.

Quiconque détient le dossier de plainte doit le transmettre à la personne devant traiter cette plainte pour l'application de la présente partie.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 638.1

Insérer, après l'article 638 du projet de loi, le suivant :

« **638.1.** Les dispositions de la présente partie n'ont pas pour effet de libérer quiconque des obligations d'agir qui lui incombent pour faire cesser toute situation anormale dont il a connaissance. ».

Commentaires

Cet amendement vise à rappeler que, même en présence d'un mécanisme formel de plainte dans la loi, une personne doit agir pour faire cesser toute situation anormale dont elle a connaissance.